



**CENTRE DE DROIT ET DE POLITIQUE COMPARÉS**

**JEAN-CLAUDE ESCARRAS**

UMR-CNRS 7318 DICE

UNIVERSITÉ DE TOULON



**CÉDRIC RIOT**



*Maître de conférences  
Université de Toulon*

## **I. - OUVRAGE**

- *Le Risque Social*, collection « thèses », tome 1, 2005, 529 p, ISBN 2-7518-0024-6.

## **II. - ARTICLES**

- « Les risques au XXI<sup>e</sup> siècle : Assurance vs Sécurité sociale », *Droit et Santé*, Chronique, 2013, hors-série, pp. 330-335.
- « Solidarité et dépendance : quel avenir ? », *Les Petites Affiches*, Doctrine, 2011, n° 19, pp. 3-11.
- « Les obligations de la négociation », *Revue de la Recherche Juridique - Droit Prospectif*, PUAM, 2006, n° XXXI - 112, pp. 67-94.
- « L'exercice " subordonné " de l'art médical », *Dalloz*, 2006, Doctrine, Chr., pp. 111-114.
- « Le risque social face aux lois du Marché », *La Gazette du Palais*, juin 2005, spéc. Droit de la Protection Sociale, Doctrine, pp. 3-12.
- « De la responsabilité disciplinaire des professionnels de santé », *Droit et Santé*, n° 3, janv. 2005, Chronique. pp. 17-26.
- « L'incidence des Nouvelles Technologies dans les relations de travail », XXXVI<sup>e</sup> Séminaire commun des Facultés de Droit de Montpellier et de Heidelberg, juin-juillet 2004, *Revue juridique de la Faculté de Droit de Montpellier* / Herausgegeben von der Juristischen Fakultät der Universität Heidelberg 2004, pp. 16-24.
- « La lutte contre les discriminations : enjeux et perspectives (après la loi n° 2001-1066 du 16 nov. 2001) », *JCP E*, Cahiers de droit de l'entreprise, 7 mars 2002, pp. 5-9.

### III. - NOTES ET OBSERVATIONS

**1) Revue *Droit et Santé* (Responsable associé de la rubrique « Sécurité sociale et Protection sociale » et rédacteur) :**

- « Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014 : l'austérité comme conséquence des réformes passées », obs. sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014, *Droit et Santé*, n° 57, 2014, pp. 963-965.
- « L'ambiguïté des rapports d'expertises : analyses et conséquences », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 23 mai 2013, pourvoi n°12-13649 et Cass. 2<sup>e</sup> civ., 30 mai 2013, pourvoi n°12-21078, *Droit et Santé*, n° 55, 2013 pp. 638-639.
- « La notion de handicap au regard du droit de l'Union européenne », note sous CJUE, 11 avril 2013, C-335/11 et C-337/11, *Droit et Santé*, n° 54, 2013, pp. 521-523
- « Imputabilité au service et secteur d'activité », note sous CE, 24 sept. 2012, n° 331081, *Droit et Santé*, n° 51, 2013, pp. 107-109.
- « L'art et la manière de remplir un questionnaire d'assurance », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 9 fév. 2012, *Droit et Santé*, n° 48, 2012, pp. 534-535.
- « La clause de non concurrence à l'épreuve du marché des implants dentaires », note sous Cass. soc., 18 janv. 2012, *Droit et Santé*, n° 48, 2012, pp. 536-537.
- « La liberté a-t-elle une valeur absolue ? L'exemple du consentement à l'acte médical *lato sensu* », note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 26 janv. 2012, *Droit et Santé*, n° 46, 2012, pp. 220-221.
- « Égalité de traitement entre médecins spécialistes et généralistes », note sous Cass. soc., 23 nov. 2011, *Droit et Santé*, n° 45, 2012, pp. 155-158.
- « Enjeux des décharges de responsabilité médicale », note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 janv. 2011, *Droit et Santé*, n° 40, 2011, pp. 197-199.
- « CARMF, praticiens médicaux et redressement judiciaire », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 4 fév. 2010 et Cass. 2<sup>e</sup> civ., 8 juill. 2010, *Droit et Santé*, n° 38, 2010, pp. 540-542.
- « Harcèlement moral, praticiens médicaux et protection fonctionnelle », note sous CE, 8 mars 2010, *Droit et Santé*, n° 36, 2010, pp. 391-393.
- « Fusion d'organismes de santé et unification des règles sociales applicables aux médecins », note sous Cass. soc., 16 sept. 2009, *Droit et Santé*, n° 32, 2009, pp. 522-524.
- « Exercice professionnel : assujettissement des médecins au régime général de sécurité sociale », note sous Cass. soc., 2<sup>e</sup> civ. 15 mai 2008, *Droit et Santé*, n° 25, 2008, pp. 648-650.
- « Statut social des praticiens travaillant dans les établissements de santé privés à but non lucratif », note sous Cass. soc., 12 mars 2008, *Droit et Santé*, n° 25, 2008, pp. 639-640.
- « Cabinets professionnels : éléments devant figurer à l'actif d'une communauté conjugale », note sous CA Paris, 24 janv. 2008, *Droit et Santé*, n° 23, 2008, pp. 345-346.
- « Le droit de continuer à porter le nom de l'époux pour les professionnelles de santé libérales : l'incidence du chiffre ? », note sous CA Bordeaux, 8 janv. 2008, *Droit et Santé*, n° 23, 2008, pp. 344-345.

- « Liberté de déplacement, mobilité interne, et soins transfrontaliers », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 25 oct. 2007, *Droit et Santé*, n° 21, 2008, pp. 127-129.
- « Automédication / Autosurveillance / Autorelaxation ... Tour d'horizon et perspectives d'un projet politique », obs. et réflexions sur le projet « automédication », *Droit et Santé*, n° 19, 2007, pp. 689-690.
- « Billet d'humeur : L'égal accès aux soins : une réalité passée ? », obs. et actualité sur le principe d'accès aux soins et les risques sociaux, *Droit et Santé*, n° 17, 2007, pp. 424-425.
- « Désengagement de la Sécurité sociale et assurabilité des risques », obs. suite projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé, *Droit et Santé*, n° 15, 2007, pp. 124-125.
- « Professionnelles de santé libérales et Congé de maternité », obs. suite au décret n° 2006-644 du 1<sup>er</sup> juin 2006 relatif aux prestations maternité des professionnelles de santé relevant du régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés et modifiant le Code de la sécurité sociale, *Droit et Santé*, n° 13, 2006, pp. 479-481.
- « Risques professionnels et responsabilité », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 20 sept. 2005, *Droit et Santé*, n° 11, 2006, pp. 311-313.
- « Protection sociale complémentaire », obs. suite au décret n° 2005-1226 du 29 septembre 2005 relatif au contenu des dispositifs d'assurance maladie complémentaire bénéficiant d'une aide et modifiant le Code de la sécurité sociale, *Droit et Santé*, n° 9, 2006, pp. 81-83.
- « Le risque dépendance », obs. suite au décret n° 2005-373 du 20 avril 2005 relatif à la composition et au fonctionnement des instances dirigeantes et du conseil scientifique de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, *Droit et Santé*, n° 7, 2005, pp. 459-461.
- « Sous-traitance et législation sur le risque professionnel », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 22 fév. 2005, *Droit et Santé*, n° 5, 2005, pp. 236-237.
- « Définition juridique du médecin salarié », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 21 sept. 2004, *Droit et Santé*, n° 3, 2005, pp. 70-71.

**2) Revue « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'Appel de Montpellier », in *l'Hérault Juridique et Économique* :**

- « La pratique du Portage salarial », note sous CA Montpellier, 20 juin 2007, « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'appel de Montpellier », *l'Hérault Juridique et Économique*, mars 2008, supplément n° 2672, pp. 7-8.
- « Les conséquences du refus d'autopsie au regard de la preuve de l'accident de travail », note sous CA Montpellier, 2 nov. 2005, « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'appel de Montpellier », *l'Hérault Juridique et Économique*, février 2007, supplément n° 2617, pp. 8-9.
- « Portée de l'obligation de sécurité pesant sur l'employeur », note sous CA Montpellier, 9 nov. 2005 et 11 janv. 2006, « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'appel de Montpellier », *l'Hérault Juridique et Économique*, février 2007, supplément n° 2617, pp. 10-11.
- « Faute inexcusable : employeur / salarié », note sous CA Montpellier, 24 mars 2004, « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'appel de Montpellier », *l'Hérault Juridique et Économique*, janvier 2006, supplément n° 2559, pp. 3-4.

- « Consolidation / aptitude / rechute : une confusion préjudiciable des notions », note sous CA Montpellier, 2 avr. 2003, « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'appel de Montpellier », *l'Hérault Juridique et Économique*, avril 2004, supplément n° 2468, pp. 15-16.
- « L'appréhension nouvelle de la faute inexcusable au lendemain des arrêts "amiante" », note sous CA Montpellier, 6 mars 2002, 3 arrêts, « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'appel de Montpellier », *l'Hérault Juridique et Économique*, mai 2003, supplément n° 2418, pp. 14-17.
- « Contentieux URSSAF et allègement de cotisations », note sous CA Montpellier, 5 sept. 2001, « Jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour d'appel de Montpellier », *l'Hérault Juridique et Économique*, juin 2002, supplément n° 2372, pp. 12-13.

### **3) Part. in La Gazette du Palais, spéc. Droit de la Protection Sociale :**

- « Faute inexcusable et pertinence des actions de prévention », note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 5 avr. 2005, *La Gazette du Palais*, juin 2005, spéc. Droit de la Protection Sociale, Jur. p. 38.

## **IV. - COMMUNICATIONS À DES COLLOQUES**

- « Le coût juridique d'un mauvais management », conférence tenue à l'occasion du Colloque sur le thème *Management de proximité et santé au travail*, organisé le 19 mars 2014 par la Fondation Entreprendre - Université Montpellier 1.
- « Le management du risque psychosocial », conférence-débat à l'occasion de la manifestation organisée le 12 mars 2010 par l'École Sécurité-Environnement-Qualité (ESEQ) de Montpellier.
- « L'impact de la nouvelle version du Code du travail sur la jurisprudence », conférence-débat à l'occasion de la manifestation organisée le 26 septembre 2008 par l'École Sécurité-Environnement-Qualité (ESEQ) de Montpellier.
- « L'incidence des Nouvelles Technologies dans les relations de travail », conférence tenue à l'occasion du XXXVI<sup>e</sup> Séminaire commun des Facultés de Droit de Montpellier et de Heidelberg, juin-juillet 2004.